

● (2150)

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, le fait même que nous discutons de ce sujet ce soir démontre que ces 14 dernières années le Canada n'a pas eu de politique énergétique à proprement parler. Le gouvernement actuel a fait de nouveau la preuve qu'il était incapable d'assurer un leadership, qu'il n'avait aucun critère de ce dont il devrait s'occuper et aucune idée des priorités qu'il devrait se fixer. Cela serait peut-être compréhensible bien qu'inexcusable si l'énergie et les besoins d'énergie n'avaient pas été au premier plan des débats dans tous les pays du monde ces dernières années.

Parce que notre pays possède des ressources énergétiques, le gouvernement actuel s'est bercé de l'impression que nous n'avions pas du tout à adopter une politique particulière visant à répondre aux besoins des Canadiens. Si le gouvernement a adopté une politique de quelque sorte que ce soit, on ne peut la décrire que comme une vague politique de continentalisme, une politique qui ne reposait pas sur les responsabilités fondamentales qu'a un gouvernement de protéger la souveraineté de son pays, de pourvoir aux besoins et de défendre les droits de tous ses citoyens.

En ce qui concerne le développement des ressources énergétiques, le gouvernement actuel s'est tellement occupé de questions secondaires qu'il est passé à côté des problèmes fondamentaux; il s'est tellement préoccupé d'étendre le contrôle gouvernemental dans le secteur privé qu'il a négligé de répondre aux besoins indispensables d'énergie des Canadiens.

Le problème réel qui se dégage de la situation canadienne, c'est que nous n'avons pas de politique énergétique. Nous n'en avons pas eu depuis les années 1950. Nous en avions une alors. Elle était très simple. C'était celle qu'il fallait. Elle s'appuyait sur trois principes fondamentaux très simples.

L'un consistait à accroître les approvisionnements d'énergie au Canada. On l'a fait en élaborant une politique sélective des prix favorable aux producteurs de pétrole de l'Ouest. Cette politique affirmait ensuite que nos régions à croissance lente ne devraient pas payer un prix aussi élevé pour l'énergie que les régions plus prospères et on a atteint ce but en contraignant la région de l'Atlantique à utiliser le pétrole étranger pour ses besoins. Enfin, toute production excédentaire devait être exportée afin que nous puissions résoudre nos problèmes de balance des paiements.

C'était la politique mise au point à l'époque de Diefenbaker et que les gens se plaisaient à tourner en ridicule. Pourtant, c'est une politique qui a atteint son but et une politique importante pour tous les Canadiens. Il n'y avait aucun conflit avec les provinces ni avec l'industrie. Tous les Canadiens étaient protégés, quelle que soit la région du pays qu'ils habitent.

Les Canadiens pouvaient se permettre la négligence de ne pas avoir de politique énergétique au cours des années 60, alors que l'énergie était bon marché partout dans le monde. Mais cette situation a changé en 1973 lors de la création du cartel de l'OPEP. Quand l'époque de l'énergie peu coûteuse fut révolue, tous les Canadiens étaient en droit de s'attendre que le gouvernement mette au point une nouvelle politique énergétique, une politique visant à accroître les approvisionnements d'énergie au Canada, en particulier de pétrole et de gaz naturel, une politique qui veillerait à ce que tous les Canadiens

Approvisionnements d'énergie

aient l'énergie dont ils ont besoin, car nous sommes un pays riche en énergie.

Au lieu de cela, nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où une partie des Canadiens n'ont pas accès à la production énergétique du pays. Nous, du parti conservateur, croyons qu'il n'y a pas de citoyens de deuxième ordre dans quelque région que ce soit du Canada. Nous ne croyons pas en une politique énergétique qui n'incluerait pas tous les Canadiens. Nous pensons qu'un gouvernement qui se fiche du sort de la région atlantique du Canada en élaborant sa politique énergétique est un gouvernement qui ne mérite pas la confiance de la population canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Gillies: Voilà notre situation à l'heure actuelle. Dans sa politique énergétique, le gouvernement actuel parle constamment du besoin de conserver l'énergie et pourtant de pays exportateur de pétrole, nous sommes devenus un pays importateur de pétrole. Le gouvernement actuel a ostensiblement parlé d'augmenter les stocks après la crise provoquée par l'OPEP, mais voyez ce qu'il a fait.

D'abord, le gouvernement a créé un grave conflit au sujet de l'imposition des ressources énergétiques. Au moment même où nous avons besoin d'une stratégie pour augmenter nos réserves, le gouvernement fédéral fait des pieds et des mains pour les réduire. Ensuite, en neuf ans, il n'a pas réussi à élaborer la moindre série de règlements pour régir les recherches de pétrole et de gaz dans les Territoires du Nord-Ouest. Au cours de la même période, les Britanniques ont découvert du pétrole dans la mer du Nord; ils ont foré des puits et amené le pétrole sur le marché. Comme l'a déclaré le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas), la Grande-Bretagne est maintenant en mesure d'exporter du pétrole.

Le Canada possède les plus vastes réserves de pétrole prouvées du monde dans les sables bitumineux de l'Alberta. Qu'a fait le gouvernement? Rien. Il y avait une entreprise privée qui essayait depuis 13 ans de trouver un moyen d'extraire le pétrole des sables bitumineux. Qu'a fait le gouvernement canadien? Rien.

Lorsque la pénurie a éclaté et que le consortium Syncrude a été créé, le gouvernement a commis l'erreur d'autoriser ce dernier à pratiquer les prix internationaux tout en refusant cette faveur à la Société Great Canadian Tar Sands qui avait ouvert la voie et fait le travail. On n'a rien fait pour augmenter nos approvisionnements en énergie, alors qu'on en a parlé pourtant.

La seule chose utile que le gouvernement a faite a été de créer la société Petro-Canada, «les Postes» de l'industrie pétrolière. Elle devait résoudre tous nos problèmes d'approvisionnement. Que s'est-il passé? La société n'a pas découvert de gisements de pétrole et devant la pénurie actuelle, elle n'a rien à offrir aux Canadiens.

Comment le ministre peut-il être aussi enthousiasmé par le fait que Petro-Canada traite avec la Chine alors que les provinces de l'Atlantique sont sans énergie? Voilà le problème. Voilà pourquoi il nous faut une politique qui concerne l'approvisionnement en énergie de la région atlantique.

Le parti libéral a déclaré suivre une politique d'autonomie. C'est une grave erreur pour le pays. La politique énergétique du Canada doit être une politique d'autarcie. C'est être inconscient à l'extrême que de prétendre comme le fait le gouverne-